

Faisons le choix de la République et du monde du travail : Un projet communiste pour l'avenir !

Imanol Tronche – Section de Limoges – Fédération de la Haute-Vienne (87)

Il y a dans l'histoire des points de bascule. L'époque que nous traversons en est un sur plusieurs aspects. C'est un point de bascule pour l'ensemble de la gauche et de ce qu'elle aspire à devenir et un point de bascule quant à la possible arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

La gauche française est en crise. Face à elle, et ce depuis plusieurs années, se dresse un dilemme profond. Car aujourd'hui progresse dans le débat public une idée qui se présente comme émancipatrice mais qui, en réalité, enferme. Une idée qui prétend lutter contre les injustices mais qui essentialise les individus. Une idée qui prétend libérer mais qui assigne chacun à une identité personnelle. Cette idée, c'est celle du communautarisme et de la racialisation des rapports sociaux. Or, cette logique est une impasse politique et un danger pour la République.

Le Parti Communiste Français ne doit pas tomber dans le piège. A l'aube du 40^e congrès de notre organisation, nous devons réaffirmer notre attachement viscéral aux deux principaux marqueurs identitaires de ce qu'est la gauche : Une lecture claire de la société, fondée sur l'antagonisme de classe, et sur la nécessité de construire des réponses aux fractures produites par le capital à partir de l'universalisme, comme principe d'émancipation et condition pour faire République. C'est d'ailleurs tout le sens du travail du sénateur communiste Fabien Gay quant à la dénonciation d'un détournement d'argent public de 211 milliards d'euros sans contrepartie dans les poches des actionnaires qui a été une déflagration pour l'ensemble de la gauche et du monde du travail.

L'enjeu est immense. A l'heure où nos partenaires de gauche ont abandonné ces deux questions, et que certains voudraient nous faire croire qu'il n'existe plus que deux blocs à gauche, celui du populisme de gauche ou du social-libéralisme, au contraire, en s'appuyant sur ces deux thématiques sus-citées, le PCF peut prétendre incarner un troisième bloc, épicerie idéologique, celui d'un parti qui défend l'emploi, la fiche de paye et la République sociale pour toutes et tous.

LFI ou le choix du populisme de gauche :

Depuis 2017 et la fin du Front de Gauche, La France insoumise a basculé dans une autre dimension. Celle de chercher à agréger toute colère, conflictualiser chaque situation et pire, la lutte des classes est substituée à la lutte des communautés de prétendues races, de communautés sociétales, communautés de genres, communautés religieuses... Face à cet

horizon commun, le communautarisme apparaît comme une régression politique. L'essentialisation permanente des individus substitue à la lutte contre l'exploitation une logique de concurrence entre groupes, et donc dépolitise les rapports de domination. Ce morcellement est une impasse pour la construction d'une solidarité de classe. Comme l'écrivait le philosophe marxiste Domenico Losurdo : « *Quand la classe est effacée au profit de la race ou de la culture, on substitue à l'analyse historique un essentialisme réactionnaire.* »

Le mot « peuple » devient dans ce cadre une formule incantatoire. Utilisé sans précision, il peut désigner tout le monde et donc ne plus rien dire. Il met sur le même plan l'ouvrier et le grand dirigeant économique, comme s'ils partageaient les mêmes intérêts. En effaçant ces différences, on empêche de comprendre les rapports de domination qui structurent la société. À force de vouloir tout inclure, on finit par ne plus rien distinguer.

Ce brouillage se voit concrètement. On en vient à soutenir des mouvements sans toujours regarder ce qu'ils défendent réellement. Ainsi, lorsqu'une députée de La France insoumise en Haute-Vienne en vient à saluer un blocage agricole en déclarant « merci et bravo à la Coordination rurale », cela montre les limites de cette logique. À vouloir parler à tout le monde, on peut en venir à soutenir des positions qui ne vont pas dans le sens de la transformation sociale, voire qui défendent des intérêts contradictoires avec ceux du monde du travail.

Le manque de boussole politique des sociaux-libéraux :

Le Parti socialiste et les écologistes, de leurs côtés, restent fidèles à leurs hésitations. Entre ambition de gauche et tentation sociale-libérale, il peine à tracer une ligne claire. Entre rupture et accompagnement du capitalisme, il faut choisir. La séquence du budget a laissé des traces au sein de notre classe. L'abandon de la bataille sur la réforme des retraites, la validation de budgets rabotés pour les services publics... La persistance dans la volonté de substituer un système de protection sociale basé sur les cotisations gérées par les organisations de salariés par une fiscalisation via la CSG (tout comme La France Insoumise) illustre cette dérive. Cette fiscalisation affaiblit l'intervention de ceux qui produisent réellement la richesse dans sa répartition et révèle une connivence idéologique qui fragilise la République sociale et assouvit le désir du patronat. Ce sont des multiples abandons qui sont faits au monde du travail et de fait à la République sociale.

Si au niveau local, il est possible de travailler ensemble avec ces deux blocs, du fait d'un affaiblissement chronique des compétences et prérogatives des collectivités territoriales rendant de facto plus facile de s'accorder une base programmatique avec nos partenaires, il nous faut clarifier nos positions avec ces derniers au niveau national.

Le PCF, un outil de défense du monde du travail et d'une République sociale universaliste :

Le Parti communiste français a une responsabilité particulière. Il ne s'agit pas seulement d'exister comme organisation, mais de porter une idée exigeante de la gauche, inscrite dans le projet républicain et tournée vers la transformation sociale. Pourtant, la tâche est difficile : présence militante plus fragile, visibilité réduite, et risque réel de dilution dans des logiques politiques qui ne sont pas les siennes.

Par ailleurs, sur les marchés, les portes-à-portes, devant les entreprises, la parole du parti trouve un écho. Les nouvelles adhésions viennent en quasi-totalité de cette volonté de faire entendre une voix républicaine de transformation sociale, qui place le travail et l'antagonisme de classe comme axes centraux, dans un universalisme réactualisé. Car l'universalisme va de pair avec la question centrale du travail. La République doit être une promesse. La promesse que chaque individu peut devenir citoyen, et non être enfermé dans une origine, une couleur ou une appartenance. De Nicolas de Condorcet à Jaures en passant par Karl Marx, cette idée traverse toute la tradition progressiste : l'émancipation passe par l'universel.

Jaurès le rappelait : « Je n'ai jamais séparé la République des idées de la justice sociale sans lesquelles elle ne reste qu'un mot. » Les catégories avec lesquelles nous pensons le monde finissent par produire le monde que nous pensons. Si nous pensons la société comme une confrontation de communautés, alors nous produirons une société de communautés. Si nous pensons la société comme une confrontation de classes, alors nous produirons une société de classe.

Nous communistes, nous ne regardons pas le genre, la couleur, de peau, l'origine, la religion ou non d'un individu pour le déterminer. Nous regardons simplement si pour subvenir à ses besoins, il loue sa force de travail ou s'il détient les moyens de production. Parce que lorsqu'on enferme quelqu'un dans une identité, on ne l'émancipe pas. On le fige. Antonio Gramsci nous mettait déjà en garde contre les illusions idéologiques qui détournent les classes populaires de leurs véritables adversaires. Il écrivait : « Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. » La fragmentation identitaire fait partie de ces monstres politiques. Car pendant que l'on divise les travailleurs selon leurs origines, pendant que l'on oppose les dominés entre eux, pendant que l'on fragmente la société en communautés concurrentes, le capital, lui, poursuit tranquillement son œuvre.

Présidentielle 2027 : République et monde du travail

Ce 40^e congrès devra certainement trancher l'épineuse question de la présidentielle. Si les désirs d'unité sont justes et nécessaires, le PCF ne doit pas retomber dans de dangereux travers. L'union ne doit pas sacrifier les deux sujets précédents. La rupture avec l'ordre établie que représente le capitalisme doit être actée dans le programme. Ce dernier piétine chaque jour un peu plus la République sociale et les acteurs du monde du travail au profit de ceux du capital.

Si la tendance est à choisir entre deux blocs, les populistes de gauche (qui finiront par devenir des populistes sans qualificatifs) et les sociaux-libéraux, le PCF doit en incarner un troisième. Celui de défenseur de la République sociale et universaliste voyant dans chaque travailleur un exploité ayant des intérêts communs avec ses pairs et non un individu rattaché à une ou plusieurs communautés identitaires. Car si le PCF ne présente pas une candidature unique avec soutien d'autres formations politiques, qui représentera le monde du travail ?

Qui défendra le droit à un travail et une formation pour tous ? Qui défendra la constitutionnalisation de la notion de services publics pour que ces derniers deviennent un droit pour chaque travailleur sur le territoire, qu'importe son lieu de résidence ? Qui défendra les lois sur la laïcité, si importante pour notre République ? Qui défendra la retraite à 60 avec 37.5 annuités ? Qui défendra le financement de notre Sécurité Sociale par des cotisations et non l'impôt ? Qui défendra notre souveraineté nationale face aux marchés libéraux européens ? Qui défendra le droit au logement comme l'a fait Ian Brossat dans le cadre de ses mandats, montrant que d'autres politiques sont possibles.

Nous sommes les seuls, à proposer aux françaises et aux français une alternative crédible face au capitalisme et son plus fidèle compagnon, le fascisme. Nous sommes les seuls, à pouvoir jouer les porte-paroles des travailleuses et travailleurs de ce pays. Comme l'a si justement dit notre Secrétaire National Fabien Roussel « Je ne veux pas d'une primaire où on choisirait une personne avant d'avoir travaillé un projet sur le fond. Ce qu'il faut, c'est un programme solide, une ambition pour la France. C'est comme ça qu'on peut faire gagner la gauche en 2027 ».

Ainsi, une candidature portant un projet véritablement communiste à l'élection présidentielle est impérative, pour notre parti, pour la France et pour la République.